



La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 93 du 22 mai 2015

Pays nordiques

Niveau de vie. Selon le dernier rapport sur les perspectives économiques mondiales du FMI d'avril 2015, la Norvège reste le 1^{er} pays nordique en matière de niveau de vie, estimé comme le produit intérieur brut annuel par habitant en parité de pouvoir d'achat (PIB PPA) en 2014 (66 900 USD, 6^{ème} rang mondial), devant la Suède (46 000 USD, 18^{ème} rang), le Danemark (44 300 USD, 22^{ème} rang), l'Islande (43 600 USD, 23^{ème}) et la Finlande (40 300 USD, 26^{ème} rang), qui se situe au même niveau que la France (40 400 USD, 25^{ème} rang).

Capital humain. Dans le dernier rapport du World Economic Forum sur le capital humain, la Finlande arrive en tête devant la Norvège et la Suisse. Si la Finlande est bien classée pour les jeunes talents (1^{er} dans la catégorie des moins de 15 ans et 2^{ème} des 15 à 24 ans), la Norvège est également bien classée pour les populations les plus âgées (3^{ème} dans la tranche des 55 à 64 ans et 2^{ème} pour ceux de plus de 65 ans). La Suède se situe au 6^{ème} rang, le Danemark au 7^{ème} rang et l'Islande au 20^{ème} rang, alors que la France occupe la 14^{ème} place.

Attractivité. Selon un sondage réalisé par le cabinet Unisersum auprès de 38 000 étudiants nordiques, les deux entreprises françaises L'Oréal et Capgemini figurent parmi les entreprises préférées des jeunes diplômés des pays nordiques. Chez les étudiants d'écoles de commerce, l'Oréal est le premier choix devant les compagnies d'audit EY et PWC et les consultants McKinsey et BCG. Capgemini, est, pour sa part, le 7^{ème} choix des étudiants en informatique, derrière Google et Microsoft et IBM, mais devant Ericsson et Dell.

Danemark

Carlsberg. Le PDG de Carlsberg, Jorgen Buhl Rasmussen, a annoncé un nouveau plan d'économies « Fit for the Future » à mettre en place avant son départ en juin prochain. Alors que les précédents plans d'action se concentraient sur la standardisation des processus de production, celui-ci viserait rationaliser l'organisation de l'entreprises et pourrait conduire à des suppressions de postes (180 au total, dont 75 au Danemark). Par ailleurs, les résultats au 1^{er} trimestre sont meilleurs que prévus en Europe de l'ouest, avec une augmentation de +5 % du volume des ventes, grâce notamment au dynamisme des marchés français, nordiques, polonais et des Balkans. Les résultats sont également positifs en Asie (+4 % des ventes), surtout en Inde, Cambodge, Népal et Chine, et ce marché devient de plus en plus important pour le groupe. En revanche, les ventes sont à la baisse en Europe de l'est et en Russie.

Branding. Selon le cabinet de consulting britannique Brand Finance, si Lego est la marque la plus renommée au monde, elle ne serait, en valeur, que la 3^{ème} plus importante marque au Danemark (derrière Maersk et Arla). L'écart entre ces trois « champions est cependant très réduit (une valeur de la marque de 26 Mds DKK pour Maersk, 25 Mds pour Arla et 24 Mds pour Lego). Dans la suite du classement, on trouve Danske Bank, TDC, Carlsberg, Pandora et Novo Nordisk. 17 marques danoises figurent dans le groupe des 50 premières marques nordiques.

Finlande

Croissance. Au premier trimestre 2015, le PIB finlandais s'est de nouveau contracté, de -0,1 %, après -0,2 % au 4^{ème} trimestre 2014. L'acquis de croissance pour 2015 s'élève à -0,2 % à l'issue du 1^{er} trimestre.

Assurance chômage. Les caisses d'assurance-chômage recommandent au ministère des Affaires sociales d'élever d'un point la cotisation d'assurance-chômage, à payer pour moitié par les employés et pour moitié par les employeurs, pour garantir leur équilibre financier. Du fait du nombre élevé de chômeurs, les caisses d'assurance-



La quinzaine nordique – 22 mai 2015 © DG Trésor

chômage ont dû pour la première fois en 2014 emprunter pour faire face à leurs engagements, et cette situation devrait se reproduire cette année.

Valio. Valio, 1^{er} groupe laitier en Finlande, a retiré le 12 mai dernier sa demande auprès de l'Autorité nationale de la concurrence et de la consommation (FCCA) d'annuler l'obligation qui lui est faite de vendre à prix coûtant un quota de lait à ses concurrents (la FCCA avait auparavant fait savoir à Valio que sa demande serait probablement refusée). Pour mémoire, Valio dispose d'une part de marché pour le lait cru de plus de 80 % : le groupe achète environ 2 Mds litres de lait aux éleveurs, et revend 185 M litres à d'autres groupes. Un cinquième de l'activité d'Arla Finlande est ainsi basé sur le lait qu'il achète à Valio, en application de la mesure de quota imposée à Valio.

Nucléaire. TVO a annoncé qu'il renonçait à déposer, avant le 30 juin 2015, une demande de permis de construire pour un nouveau réacteur (OL4). Au-delà de cette date butoir, l'autorisation de principe qui lui avait été accordée en 2010 deviendra caduque puisque le précédent gouvernement avait, à l'automne dernier, refusé de la prolonger. TVO met en avant le retard sur le projet OL3 pour justifier cette décision.

Politique européenne. Les discussions entre les trois partis de la coalition gouvernementale se poursuivent et les lignes directrices de la politique européenne du futur programme gouvernemental ont d'ores et déjà été publiées. Sur le commerce, le futur gouvernement souhaite qu'un accord soit trouvé rapidement sur le TTIP sans compromettre les questions de sécurité juridique, alimentaire, ou de protection des consommateurs. Sur les aspects budgétaires, il se dit favorable à faire évoluer le cadre financier européen pour qu'il prenne davantage en compte le soutien à la croissance et à l'emploi mais se dit défavorable à tout approfondissement de la coordination économique en zone euro qui conduirait à plus solidarité financière ; en particulier, il déclare ne pas souhaiter pas que l'UE lève directement l'impôt. Enfin, il estime que le processus de coordination des politiques européennes pourrait être simplifié et que les Etats membres devraient se l'approprier davantage. Ces éléments de positions seront ensuite développés dans le cadre du programme gouvernemental.

Islande

Conjoncture. A l'issue de sa réunion de politique monétaire du 13 mai 2015, la banque centrale a laissé son taux d'intérêt inchangé à 4,5 %. Selon ses dernières prévisions, la croissance du PIB s'élèverait à +4,5 % en 2015, en nette accélération après +2,9 % en 2014 ; les années suivantes, la croissance devrait s'établir autour de +4 % par an. Si l'inflation reste faible (1,4 % en avril 2015), en raison de la faiblesse de l'inflation importée, le dynamisme de la demande adressée à l'économie conduit la banque centrale à anticiper un retour de l'inflation au-dessus de sa cible de +2,5 % début 2016. Elle estime que l'évolution des discussions salariales vers des revalorisations substantielles pourrait l'inciter à relever ses taux dès la prochaine réunion de politique monétaire, début juin 2015.

Salaires. Les négociations entre la confédération des employeurs et les syndicats portent sur plusieurs aspects : niveau des salaires, horaires de travail, jours travaillés, flexibilité horaire, minima d'assurance chômage. Les désaccords semblent importants et des actions de grève se mettent en place, notamment dans la santé (radiologues, infirmières). Pour faciliter la conduite des discussions, le gouvernement a évoqué la possibilité d'orienter les futurs changements de la fiscalité au bénéfice des travailleurs à bas salaires.

Norvège

Telenor. Le conseil d'administration de Telenor a désigné Sigve Brekke comme nouveau PDG du géant norvégien des télécommunications (33 000 employés, 270 Mds NOK de capitalisation boursière). Brekke était jusqu'à présent directeur pour l'Asie, qui représente 43 % des revenus de Telenor. Avant de travailler chez Telenor, Sigve Brekke a été secrétaire d'État dans le dernier gouvernement de Gro Harlem Brundtland dans les années 1990.

Loi de Finances. La ministre de Finances, Mme Siv Jensen, a présenté le 12 mai le projet de loi de Finances rectificative 2015 dans un contexte de baisse du prix des hydrocarbures et de ralentissement économique. Le montant versé au fonds souverain sera réduit par rapport à 2014 (42 Mds NOK contre 156 Mds NOK), pour partie en raison de la baisse des revenus pétroliers (252 Mds NOK contre 347 Mds NOK) et pour partie en raison de la hausse du déficit public « hors-pétrole » (de 160 Mds NOK à 181 Mds NOK). A 2,6 % de la valeur du fonds pétrolier, le déficit « hors pétrole » reste en deçà du plafond fixé par la règle budgétaire (4 % de la valeur du fonds). Le projet de budget prévoit l'augmentation de certaines dépenses sociales et la réduction progressive des avantages fiscaux accordés aux véhicules électriques.



La quinzaine nordique – 22 mai 2015 © DG Trésor

Croissance. Si la croissance du PIB national a été de +0,2 %, celle de l'économie continentale (c'est ce dernier chiffre qui est souvent retenu car il exclut les hydrocarbures et le transport maritime, très volatils) a été de +0,5 % au 1^{er} trimestre 2015, au-delà des attentes du consensus des économistes à +0,3 %.. La croissance a été tirée par la consommation des ménages et les dépenses publiques (+0,7 % de croissance pour chaque poste) alors que les investissements - en particulier dans l'industrie manufacturière - ont baissé sur la période (-0,3 %).

Crédit-export. Eksportkreditt, l'organisme norvégien qui accorde des crédits export acheteur, a accordé au total 5,9 Mds NOK de prêts au 1^{er} trimestre 2015 sur un total de 15,2 Mds NOK sollicités. Par rapport au 1^{er} trimestre 2014, la demande de prêts a baissé dans les secteurs Maritime et Oil&Gas (56 % des demandes contre 71 % un an plus tôt) alors qu'elle a fortement augmenté en nombre de demandes (+4 %) et en montants demandés (+6 %) dans les secteurs des technologies vertes et autres industries (44 % des demandes). L'encours total de prêts accordés par Eksportkreditt était de 67,6 Mds NOK à la fin du 1^{er} trimestre 2015.

Suède

Politique commerciale. Selon la presse suédoise, les droits de douane anti-dumping imposés par l'UE sur les importations de certains aciers électromagnétiques de cinq pays (jusqu'à 35 %) risquent de menacer les emplois et la production de transformateurs du groupe suédo-hélicétique ABB, notamment en Suède (1000 emplois en jeu). Cette menace a conduit M. Mikael Damberg, ministre de l'Economie, de l'Innovation et du Commerce à écrire directement à sa compatriote Cecilia Malmström, Commissaire Européenne au Commerce, pour se plaindre de cette situation et demander un arrêt des mesures anti-dumping sur ces produits.

Sociétés de gestion. les principales sociétés de gestion (OPCVM, Fonds, Sicavs...) sont détenues par les quatre principales banques du pays. En tête du classement on retrouve Swedbank-Robur avec 750 Mds SEK d'actifs (81 Mds€), ce qui correspond à une part de marché de 23,4 %. SEB Investment Management reste 2^{ème} (pdm de 12,9 % et 44 Mds€ sous actifs) devant Nordea Fonder (pdm 12,2 % et 42 Mds€ sous actifs) et enfin Handelsbanken Fonder (pdm 10,7 % et 37 Mds€ sous actifs). Si Swedbank-Robur continue à dominer ce marché, le groupe perd depuis quelques années des parts de marché (-2,3 % en 3 ans), notamment au profit de SEB et Nordea.

H&M. Le groupe de prêt-à-porter suédois a lancé sa boutique en ligne en France en 2014 et, parallèlement, ouvert 8 nouvelles enseignes ce qui porte le réseau dans l'hexagone à 205 boutiques, les ventes à 10,3 Mds SEK (8,9 Mds SEK en 2013) et les effectifs à 6 093 employés (5 646 en 2013). La France est ainsi le 4^{ème} marché de H&M en termes de ventes après l'Allemagne (CA de 29,4 Mds SEK, 440 boutiques, +22 en 2014), les Etats-Unis (CA de 16,4 Mds SEK, 356 boutiques, +56 en 2014) et le Royaume-Unis (CA 11,2 Mds SEK, 253 boutiques, +8 en 2014). H&M compte désormais 3 511 boutiques dans 55 pays (dont 291 en Chine, +81 en 2014) et conserve à sa place de première capitalisation à la bourse Nasdaq-OMX Stockholm (60 Mds€) devant la banque Nordea (47 Mds€) et Ericsson (33 Mds€).

Volvo Cars. Le groupe compte investir 500 MUSD dans un nouveau site de production à Ridgeville en Caroline du Sud pour à terme pouvoir y produire 100 000 véhicules pour le marché américain. Cet Etat du Sud des Etats-Unis financera environ 50 % de l'investissement de Volvo Car sous forme d'aides et de crédits ; en contrepartie Volvo Car s'est engagé sur le recrutement de 2 350 employés pour au moins 15 ans. Si l'engagement n'est pas tenu, Volvo devra à l'évidence rembourser une partie des aides publiques. La presse suédoise relève que Volvo Car a finalement décidé de suivre la stratégie des groupes allemands BMW et Mercedes-Benz qui se sont également implantés dans cette région depuis dans les années 1990 La production à Ridgevill débuerait à compter de 2018.

Azita Shariati. La directrice générale de Sodexo en Suède a été nommée au printemps femme d'affaires la plus puissante du pays par l'hebdomadaire économique Veckans Affärer. Sodexo Suède compte plus de 8 000 employés et sous la direction de Mme Shariati, la part des femmes à des postes de haute direction est passée de 14 % en 2010 à 50 % en 2015, en ligne avec les objectifs fixés par la direction générale. La part de cadres supérieurs ou postes clefs occupés par des femmes est actuellement de 46 % et pourrait atteindre 50 % dans un avenir proche.

AstraZeneca. Pascal Soriot, PDG du groupe AstraZeneca, a annoncé de nouveaux investissements pour 2,3 Mds SEK dans le site AstraZeneca de Sodertälje, avec à la clé la créations de 250 emplois qualifiés . L'investissement mettra en place une nouvelle unité de production de produit pharmaceutiques destinés à la lutte contre le cancer. La création jusqu'à 250 emplois qualifiés. A termes, si les conditions de marché sont favorables, l'investissement total pourrait atteindre 8 Mds SEK et créer 1000 emplois.


1. Prévisions macroéconomiques pour les pays nordiques

PIB	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
Gouvernement	1,6	-	0,5	1,4	1,6	-	2,6	2,7	3,0	3,0
Banque centrale	2,0	2,1	-0,1	1,0	1,3	1,8	2,7	3,3	4,2	3,0
Institut stat./conj.	1,5	-	0,5	1,6	0,9	1,7	3,1	3,3	3,3	-
Commission*	1,8	2,1	0,3	1,0	1,5	1,6	2,5	2,8	2,8	2,5
FMI**	1,6	2,0	0,8	1,4	1,0	1,5	2,7	2,8	3,5	3,2
OCDE***	1,4	1,8	0,9	1,3	1,8	2,5	2,8	3,1	3,3	2,8
SEB	2,0	2,5	0,4	1,0	1,0	1,6	3,0	2,7	-	-
Nordea	1,5	1,9	0,0	1,5	1,5	1,7	2,9	2,6	-	-
Danske Bank	1,7	2,1	0,5	1,5	1,7	2,2	2,4	2,3	-	-

NB : PIB continental pour la Norvège ; pour le Danemark, la 3^{ème} ligne correspond aux prévisions du Conseil des Sages

Déficit	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Gouvernement	-2,5	-	-3,4	-3,2	9,5	-	-1,4	-0,7	-	-
Commission*	-1,5	-2,6	-3,3	-3,2	9,4	8,3	-1,5	-1,0	0,0	-0,3
FMI**	-2,3	-2,1	-2,4	-1,8	7,3	7,3	-1,3	-0,6	0,1	0,1
OCDE***	-2,2	-2,3	-2,1	1,8	9,5	9,4	-1,3	-0,6	-0,3	0,1

NB : déficit hors pétrole pour la prévision gouvernementale de la Norvège (en % du PIB continental)

Dette	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
Gouvernement	43,6	-	62,5	64,4	-	-	44,2	42,8	-	-
Commission*	39,5	39,2	62,6	64,8	27,5	27,8	44,2	43,4	77,3	73,8
FMI**	43,9	44,3	61,7	62,8	30,1	30,1	41,1	39,6	73,8	68,7

NB : dette brute de l'Etat central pour la prévision du gouvernement islandais

Autres	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
inflation (IPCH)*	0,6	1,7	0,2	1,3	2,1	2,1	0,7	1,6	1,5	2,7
chômage (BIT)*	6,2	5,9	9,1	9,0	3,1	3,6	7,7	7,6	4,5	4,3

Source : Commission européenne (mai 2015) ; IPC pour l'Islande

* Prévisions d'hiver (mai 2015)

** World Economic Outlook (avril 2015) ou rapports pays

*** Perspectives économiques (novembre 2014)

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

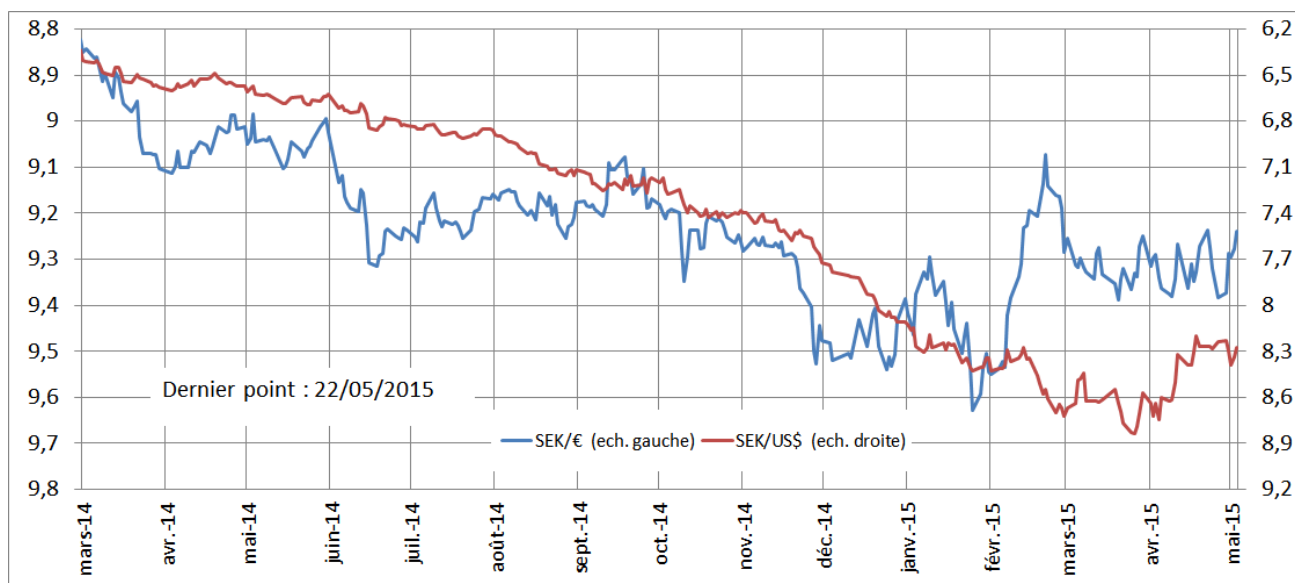
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

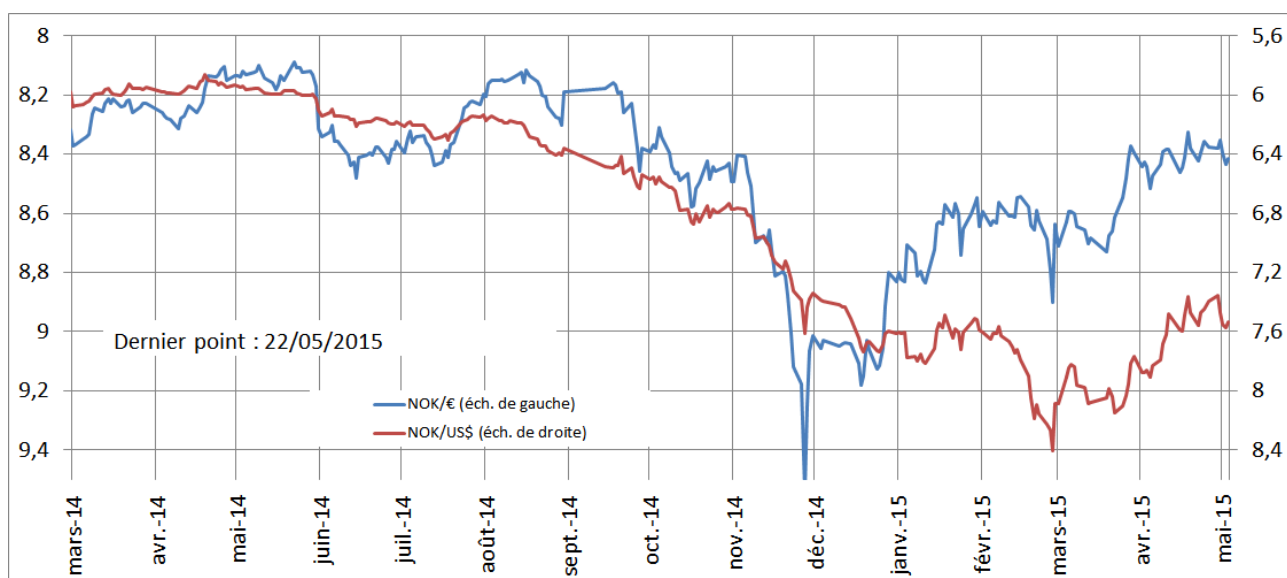


2. Evolution historique des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à pierre-alexandre.miquel@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Pierre-Alexandre Miquel (Chef du SER)

Revu par : Olivier Redoulès (SER Stockholm)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (Marine Artz, Jasmine Crozier, Michel Lallemand, Philippe Martinez), Helsinki (Nadine Mouy, Cyrille Karamitsos), Oslo (Christian Fatras, Emmanuel Frétiellere, Nicolas Redon), et du Service Économique Régional de Stockholm (Frédéric Lemaitre, Olivier Redoulès).